



# Washington multiplie les menaces de guerre contre l'Iran

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 28 septembre 2018

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Le président américain Donald Trump a profité de sa deuxième journée de présence très médiatisée à l'ONU mercredi pour amplifier les menaces de guerre lancées par Washington contre l'Iran et pour intimider des pays du monde entier.

Lors d'une session du Conseil de sécurité des Nations Unies supposément consacrée à la prévention de la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, Trump a mis le monde en garde: les États-Unis – agissant en violation flagrante de l'accord sur le nucléaire signé avec Téhéran en 2015 par les les États-Unis, les quatre autres membres permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne avec le soutien de l'ONU – lanceront la prochaine salve de leur guerre économique contre l'Iran dans un peu plus d'un mois. À partir du 5 novembre, les États-Unis imposeront un embargo total sur les exportations de pétrole iranien, sa principale source de financement budgétaire, et mettront à l'écart la banque centrale iranienne du système bancaire mondial dominé par les États-Unis, paralysant ainsi le reste de son commerce extérieur.

Les entreprises et les pays qui ne respectent pas ces sanctions «plus sévères que jamais» auront à faire face à de «graves conséquences», a affirmé Trump. Il s'agit d'amendes, d'exclusion du marché américain et d'autres «sanctions secondaires».

Les sanctions américaines contre l'Iran sont à la fois illégales et un acte de guerre. Elles visent à jeter à terre l'économie iranienne et à appauvrir son peuple afin de forcer le régime nationaliste bourgeois d'Iran à se soumettre aux diktats américains ou à le provoquer à mener une attaque militaire.

Lors de son apparition devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, Trump a tenté de légitimer cette entreprise criminelle dangereuse en employant des dénonciations les plus galvaudées. Le milliardaire d'esprit fasciste a accusé l'Iran d'être «le principal sponsor mondial du terrorisme» et d'alimenter les «conflits à travers» le Moyen-Orient «et ailleurs».

Comme si le monde pouvait oublier que c'était l'impérialisme américain qui était le principal repart de la dictature sanglante du Shah, qui a duré un quart de siècle; qu'au cours des quatre décennies écoulées depuis la révolution iranienne de 1979, Washington a mené une campagne incessante de pressions économiques et de menaces militaires contre l'Iran; que depuis 2001 les États-Unis ont envahi et occupé les voisins de l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan; que ces guerres font partie de plus d'un quart de siècle de guerres ruineuses que Washington a menées au Moyen-Orient dans le but d'assurer une hégémonie débridée sur

la plus grande région exportatrice de pétrole du monde; et que dans ses guerres et intrigues pour le changement de régimes, les États-Unis se sont à plusieurs reprises alliés en Libye, en Syrie et ailleurs avec Al-Qaïda et d'autres terroristes islamistes.

Trump, qui a présidé la session du Conseil de sécurité et mené la délégation des États-Unis, a lancé mercredi la discussion principale par un bref discours de dix minutes dans lequel il a répété les nombreuses menaces de sa diatribe qu'il avait proférées à l'Assemblée générale des Nations Unies mardi.

Il a dénoncé l'Iran et la Russie pour avoir «permis» la «boucherie» du régime syrien de Bachar al-Assad. Il s'est vanté des frappes de missiles lancées par les États-Unis en Syrie en avril 2017 et avril 2018 et a indiqué que les États-Unis étaient prêts à intervenir à plus grande échelle si Assad et ses alliés lancent une offensive à Idlib.

Trump, qui lors de sa première apparition à l'Assemblée générale des Nations Unies l'an dernier a menacé de «détruire totalement» la Corée du Nord, a déclaré au Conseil de sécurité qu'il pensait que les États-Unis pouvaient désormais travailler avec Pyongyang. Mais il a insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de répit quant aux sanctions brutales imposées à la Corée du Nord tant que cette dernière n'aurait pas été complètement «dénucléarisée», et il a souligné ce fait en dénonçant des pays, sans les citer, qui auraient violé les sanctions.

Le seul élément nouveau dans les remarques de Trump au Conseil de sécurité était une attaque entièrement gratuite contre la Chine, qui, selon lui, «tente de s'ingérer dans nos prochaines élections (au Congrès) en 2018 [...] contre mon gouvernement».

Trump a lié cette accusation incendiaire à la guerre commerciale qu'il a lancée contre Pékin, des exportations chinoises de 250 milliards de dollars étant maintenant soumises à des tarifs douaniers américains punitifs. «Ils ne veulent pas que moi ou que nous gagnions» les élections, a affirmé Trump. «Parce que je suis le premier président à défier la Chine en matière de commerce. Et nous gagnons sur le commerce, nous gagnons à tous les niveaux».

La réunion du Conseil de sécurité a été remplie de tensions, fruit des tensions croissantes entre toutes les grandes puissances à mesure qu'elles s'efforcent d'affirmer les intérêts économiques et stratégiques de leurs élites capitalistes rivales dans des conditions de crise économique, de guerre commerciale, de conflits géopolitiques croissants et d'une montée de la lutte de classe.

Le président français Emmanuel Macron et la Première ministre britannique Theresa May se sont solidarisés avec la campagne américaine pour un changement de régime en Syrie. May a remercié les États-Unis pour avoir mené les frappes aériennes en avril dernier dans lesquelles la France et la Grande-Bretagne ont participé. Les deux ont également déclaré que la Russie devait être tenue responsable de l'affaire Skripal, rabâchant les affirmations totalement infondées selon lesquelles le Kremlin aurait commandé un assassinat d'un ancien agent double par armes chimiques.

Cependant, Macron et May se sont tous deux sentis obligés de réaffirmer leur soutien à l'accord sur le nucléaire et de mettre en garde contre les répercussions de la répudiation d'un accord négocié par les grandes puissances, à la demande et selon les objectifs de Washington.

Les remarques de Macron et May ont simplement repris ce qu'ils disent, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel, depuis des mois. Cependant, leurs remarques ont pris de l'importance suite à la déclaration conjointe mardi des ministres des Affaires étrangères des trois pays et de la Russie et de la Chine qui a confirmé que l'Union européenne mettait en place un «véhicule spécial» pour permettre aux entreprises européennes de continuer les échanges commerciaux avec l'Iran en défiant les sanctions américaines.

Les impérialistes européens, comme en témoignent leur histoire et leurs efforts frénétiques pour se réarmer, ne sont pas moins rapaces que Wall Street et Washington. Mais ils sont furieux que les États-Unis aient saboté leurs projets de conquête de marchés et de récupération des réserves énergétiques de l'Iran, un pays que les publications économiques décrivent comme la dernière grande économie en voie de «libéralisation» dans le monde et un gouvernement désireux de leur céder des parts de marchés lucratifs.

Ils craignent surtout les retombées économiques et politiques de la collision militaro-stratégique que Washington est en train de provoquer. Une guerre entre les États-Unis et l'Iran engloutirait tout le Moyen-Orient, ferait monter en flèche les prix du pétrole, précipiterait l'afflux des réfugiés et entraînerait un nouveau partage sanglant de la région dans des conditions où les puissances européennes n'ont pas encore les moyens militaires pour déterminer ou façonner de manière décisive l'issue finale.

De nombreux observateurs avertis se demandent si le «véhicule spécial», dont les détails n'ont pas encore été définis, serait en mesure de maintenir plus que des échanges commerciaux symboliques entre l'Europe et l'Iran face à la capacité de Washington de punir ceux qui défient ses sanctions. Le gratin des grandes entreprises européennes ont déjà annoncé leur retrait d'Iran.

Politiquement, cependant, le «véhicule spécial» représente un défi incontestable pour Washington - d'autant plus qu'il est mis au point de concert avec la Russie et la Chine - avec de graves implications pour l'économie mondiale et la géopolitique, étant donné l'importance vitale pour l'impérialisme américain de maintenir le dollar américain comme monnaie de réserve mondiale et principal instrument des échanges commerciaux.

Il n'est donc pas étonnant que l'annonce européenne a rendu furieux les faucons du changement de régime en Iran qui sont à la tête de l'administration Trump. John Bolton, le conseiller en sécurité nationale de Trump a participé à la conférence «Unis contre l'Iran nucléaire» à New York mardi, en présence du directeur du Mossad, le service secret d'Israël, du ministre saoudien des affaires étrangères et du secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

Bolton a intensifié les menaces de guerre contre l'Iran. S'adressant à Téhéran, il a tonné: «Si vous nous dérangez ou perturbez nos alliés ou nos partenaires; si vous faites du mal à nos citoyens; si vous continuez à mentir, à tromper, oui, en effet cela va barder [. ...] Nous vous avons à l'oeil et nous viendrons vous chercher».

Pompeo a utilisé un langage similaire, mais a également critiqué les P-5, les autres grandes puissances qui ont négocié et continuent de respecter l'accord nucléaire iranien:

«J'ai été troublé et profondément déçu d'entendre les autres signataires de l'accord annoncer qu'ils montent un système de paiement spécial pour contourner les sanctions américaines. C'est l'une des mesures les plus contre-productives imaginables pour la paix et la sécurité dans la région et dans le

monde.»

L'Iran est devenu un foyer de tensions américano-européennes. Mais le fossé est profond avec l'Allemagne, la puissance dominante de l'UE qui insiste sur le fait que l'Europe ne peut plus compter sur l'alliance transatlantique, conçue pour mener la guerre froide, et doit développer l'infrastructure militaire et financière pour défendre ses propres intérêts sur la scène mondiale, indépendamment de l'Amérique et, si nécessaire, contre l'Amérique.

Trump, pour sa part, a encore attisé les tensions avec l'Europe ces derniers jours. Selon la presse, il a dénoncé l'UE, affirmant que ses pratiques commerciales étaient «pires» que celles de la Chine lors d'une réunion avec Macron lundi. Et dans son discours de l'Assemblée générale du lendemain, il a attaqué l'Allemagne, déclarant qu'elle «deviendra totalement dépendante de l'énergie russe si elle ne change pas immédiatement de cap» et renonce au projet de gazoduc Nord Stream II.

Au cours de ses deux jours à l'ONU, Trump a menacé, intimidé et dénoncé une grande partie du monde, exprimant à la fois l'appétit insatiable de l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale et le mécontentement aigu de son élite dirigeante devant la vaste érosion de sa puissance économique et géopolitique. Plus d'un quart de siècle de violence impérialiste grandissante n'a pas réussi à inverser cette tendance. Mais la réponse de l'oligarchie américaine est de redoubler d'agression et de militarisme, de préparer la guerre contre l'Iran, de lancer des offensives militaro-stratégiques contre la Russie et la Chine, et de froisser ses supposés alliés européens.

Keith Jones

Article paru en anglais, WWSWS, le 27 septembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Keith Jones](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Keith Jones](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

